

**OBJET : DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°1 DU BUDGET PRIMITIF 2017 (Annexe 1) :**

Le budget d'un établissement public constitue un acte prévisionnel en dépenses et en recettes. Il comprend une section d'investissement et une section de fonctionnement toutes deux équilibrées.

La section de fonctionnement comprend les activités régaliennes du GECT aussi appelées « le fonctionnement » et le volet « opérationnalité ».

La section d'investissement reflète quant à elle le patrimoine de l'établissement.

Le budget primitif de l'établissement est voté annuellement par « chapitre budgétaire », c'est-à-dire par nature de dépenses (011 charges à caractère général, 012 charges de personnel, 65 autres charges de gestion courante...etc.).

Exception au principe d'annualité budgétaire, la décision modificative budgétaire (DM) est l'acte par lequel l'assemblée a la faculté de modifier les crédits budgétaires déjà inscrits afin de les ajuster entre chapitres aux prévisions de consommation de l'exercice et / ou de compléter l'inscription de crédits qui auraient été omis ou qui auraient fait l'objet d'une décision ou d'une notification en cours d'exercice.

Comme suite aux séances de l'assemblée des 23 mars et 23 juin dernier au cours desquelles ce sujet avait été abordé, la présente décision modificative budgétaire vise 1 objectif.

**1 Réaffectation des crédits budgétaires dans le cadre de la restructuration de l'Eurorégion :**

Cette décision modificative retrace budgétairement les orientations prises dans le cadre de la restructuration et de l'implantation du GECT à Perpignan dans ses nouveaux locaux. Il est à rappeler que le GECT n'est propriétaire d'aucun mobilier à Toulouse ni à Barcelone, d'aucun matériel informatique, d'aucun matériel de téléphonie fixe ni, de système de visio-conférence.

Sans nécessiter de participations supplémentaires auprès des membres, mais simplement en réaffectant des crédits budgétaires qui ne seront pas consommés entièrement en cette année de transition, il est proposé de transférer des crédits d'un chapitre à un autre de la façon suivante :

**En section de fonctionnement :**

Dépenses :

- **Au chapitre 012 Charges de personnel**, le budget primitif était inscrit à hauteur de 467k€ qui correspond à l'enveloppe en année pleine de la nouvelle équipe reconstituée. Dans la mesure où il y a eu des décalages dans les mouvements de personnel entre les « départs » et les « arrivées », cette enveloppe budgétaire ne sera pas consommée en totalité et il est donc proposé uniquement pour cette année de diminuer ce chapitre budgétaire de **143k€** pour les affecter sur les chapitres qui en ont besoin ;
- **Au chapitre 023 virement à la section d'investissement**, il est proposé d'augmenter ce chapitre de **143k€** qui constitue ce que l'on nomme une opération comptable d'ordre entre la section de fonctionnement et la section d'investissement.

**En section d'investissement :**

**Recettes :**

- **Au chapitre 021 virement de la section de fonctionnement**, par corrélation avec le chapitre 023, ce chapitre reçoit en « miroir » les crédits réaffectés à la section d'investissement à hauteur de **143k€** pour les affecter sur les chapitres qui en ont besoin ;

**Dépenses :**

- **Au chapitre 20 immobilisations incorporelles**, ce chapitre se voit doté d'une augmentation de crédits prévisionnels de **20k€** qui permettent de prendre en charge les gammes de logiciels nécessaires au renouvellement du matériel informatique, à la mise en place des accès aux données et aux applicatifs métiers, à la mise en place d'une solution de plate-forme collaborative répondant à une meilleure sécurisation des données partagées entre les membres de l'Eurorégion et le GECT, et entre les partenaires des projets dont le GECT est le chef de file, et enfin la gamme logiciel bureautique de l'équipe mise à jour et celle nécessaire à l'exploitation d'un système plus performant de visio-conférence.
- **Au chapitre 21 immobilisations corporelles**, il est nécessaire de doter ce chapitre de crédits réaffectés à hauteur de **120k€** permettant de répondre à l'acquisition de mobilier inhérents à l'équipement des nouveaux locaux du GECT à hauteur de 50k€ environ, 40k€ au titre du renouvellement du serveur et des postes informatiques dont le bail de location se termine, répondant aux nouveaux besoins (la consultation publique a permis de démontrer que l'acquisition est financièrement plus intéressante que la location), et une enveloppe prévisionnelle de 30k€ au titre du matériel de visio-conférence et de projection pour l'espace de réunion et de conférence.

En conclusion de cette décision modificative budgétaire n° 1, il est à noter que la section de fonctionnement progresse au total de 143k€ et la section d'investissement de 143k€. Bien évidemment, il s'agit d'inscriptions prévisionnelles et le compte administratif de l'exercice viendra rendre compte de l'exécution totale ou partielle de ces prévisions.

Il vous est donc proposé de délibérer sur ce point.



**DELIBERATION N° 2017-09-01**

**Assemblée Générale  
par consultation écrite du 27 septembre 2017**

**OBJET : DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°1 DU BUDGET PRIMITIF 2017 (Annexe 1):**

**Vu** le Règlement Européen n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, relatif à un Groupement Européen de Coopération Territoriale,

**Vu** le Règlement Européen n° 1302/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 modifiant le règlement (CE) n° 1082/2006 relatif à un Groupement Européen de Coopération Territoriale,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la Convention et les Statuts du GECT Pyrénées-Méditerranée signés le 18 juin 2009, modifiés,

**Vu** l'Arrêté du Préfet de Région Midi-Pyrénées en date du 25 août 2009 portant création du GECT Pyrénées-Méditerranée,

**Vu** la Délibération n°2017-03-03, en date du 23 mars 2017, relative à l'adoption du budget primitif de l'année 2017 de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée,

**Vu** la Délibération n°2017-03-02, en date du 23 mars 2017, relative à l'affectation du résultat de fonctionnement 2016 reporté,

**Considérant** à la fois les décisions prises par l'assemblée dans le cadre de la restructuration et du déménagement du GECT,

Après en avoir délibéré, l'Assemblée, à l'unanimité des membres,

**DECIDE :**

**Article 1 :** La Décision Modificative n°1 du Budget Primitif 2017 de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée telle que présentée dans le rapport et dans le tableau annexé à la présente est approuvée.

*Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait conforme aux registres des délibérations.*

**Le Président en exercice,**

**Carles PUIGDEMONT**  
**Président de la Généralité de Catalogne**

EUROREGION PYRENEES-MEDITERRANEE  
GECT  
5 rue Rivals  
CS 31508  
31015 TOULOUSE CEDEX 6  
SIRET 130 007 511 00038

**Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :**  
**Et publication ou notification le :**  
**Copie pour exécution : Paierie Régionale d'Occitanie**

**Pour la Présidence en exercice, par délégation,  
Le Directeur Général**

**Xavier BERNARD-SANS**

Décision modificative budgétaire n° 1	Cadre budgétaire			Dépenses		Recettes	
	Chapitres budgétaires	Affectation fonctionnelle ou opérationnalité	Crédits ouverts au budget avant DM	Diminution des crédits	Augmentation des crédits	Diminution des crédits	Augmentation des crédits
Section de fonctionnement	011 Charges à caractère général		- €	- €			
	012 Charges de personnel	Adm. Gén.	467 000,00 €	143 000,00 €			
	65 Autres charges de gestion courante		- €		- €		
	67 Charges exceptionnelles						
	042 Opération d'ordre entre sections						
	023 Virement à la section d'investissement		12 000,00 €		143 000,00 €		
	74 Dotations et participations		- €				- €
Sous-total				143 000,00 €	143 000,00 €	€	- €
Contrôle d'équilibre de la DM							
Section d'investissement	10 Dotations, fonds divers et réserves						
	20 Immobilisations incorporelles	Adm. Gén.	15 806,80 €		23 000,00 €		
	21 Immobilisations corporelles	Adm. Gén.	17 000,00 €		120 000,00 €		
	040 Opérations d'ordre entre sections				- €		
	021 Virement de la section de fonctionnement		12 000,00 €				143 000,00 €
Sous-total				- €	143 000,00 €	- €	143 000,00 €
Contrôle d'équilibre de la DM					143 000,00 €		143 000,00 €